

CHIFFRES CLÉS 2025-2026

#18 | Juillet 2026

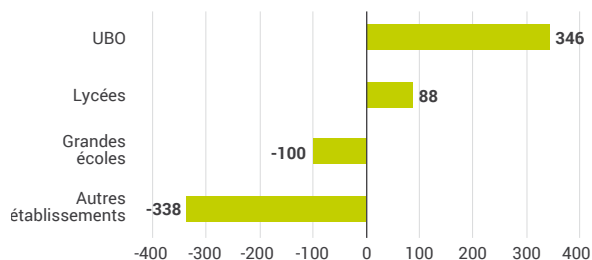
OBSERVATOIRE | Tableau de bord



Crédit : Nacer Hammoumi - Brest métropole

Desserte du campus universitaire par la 2^e ligne de tramway**30 592 étudiants**

dans le pays de Brest

dont **29 764**
dans Brest métropoleStabilité des effectifs
en un an **(+15)****3 777** alternants
(-403, soit -9,6 %)**3 897** étudiants
internationaux
(+182, soit +4,9 %)Part de l'UBO
dans les effectifs
totaux : **61,4 %****Figure 1 – Évolution des effectifs étudiants entre les rentrées 2024 et 2025 dans le pays de Brest**

Source : OESR du pays de Brest

Le pays de Brest accueille près de 30 600 étudiant·es à la rentrée 2026, inscrit·es dans une cinquantaine d'établissements différents. En un an, le paysage de l'enseignement supérieur a peu évolué, tant au niveau des effectifs étudiants, que dans l'offre de formations. Le territoire continue à accueillir toujours plus d'étudiants en mobilité internationale, inscrits essentiellement à l'UBO et dans les grandes écoles. Ils représentent désormais 13 % des effectifs totaux.

La voie de l'alternance, qui a connu un essor significatif au cours des dernières années, marque un recul pour la seconde année consécutive en raison d'évolutions réglementaires et d'une conjoncture économique moins favorable. Elle reste malgré tout une formule plébiscitée dans certaines formations. À titre d'illustration, quatre étudiants sur dix préparant un BTS dans le pays de Brest alternent formation et période en entreprise.

La filière défense occupe une place majeure dans l'économie de la pointe bretonne. Le ministère des Armées emploie ainsi 15 750 personnels civils et militaires dans le pays de Brest, auxquels se rajoutent 10 550 salariés dans les entreprises industrielles et technologiques de défense, soit au total 15 % de l'emploi. Cette singularité se retrouve aussi dans le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche. Une palette de formations adaptées aux besoins de la Marine nationale sont dispensées dans divers établissements du pays de Brest sous tutelle du ministère des Armées, à l'image de l'École des mousses, de Maistrance ou de l'École navale.

Mais la réponse aux besoins de la filière défense repose sur une offre bien plus large proposée à la fois par l'UBO, les écoles d'ingénieurs, les lycées ou le pôle formation UIMM Bretagne. Car que ce soit côté formation ou recherche scientifique, la dualité civile et militaire des activités est omniprésente. Sur des sujets comme la cybersécurité, le spatial, l'intelligence artificielle, la dronisation ou l'exploration des grands fonds marins, la mobilisation est collective pour répondre aux enjeux de connaissance et d'innovation.

Hausse des effectifs en France, portée par les universités

Plus de 3,07 millions d'étudiants sont inscrits dans l'enseignement supérieur en 2025-2026, selon le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace. Cette augmentation correspond à 54 000 inscrits supplémentaires, soit 1,8 % de plus qu'à la rentrée précédente. Le rythme de croissance des inscrits en université atteint 2,6 %, reposant à la fois sur les dynamiques des cursus de licence et master. Dans les écoles de commerce et d'ingénieurs, les tendances demeurent positives. En section de technicien supérieur, le volume est plutôt stable, malgré un recul des inscrits dans les cursus en apprentissage qui avaient jusque-là connu une phase de nette expansion.

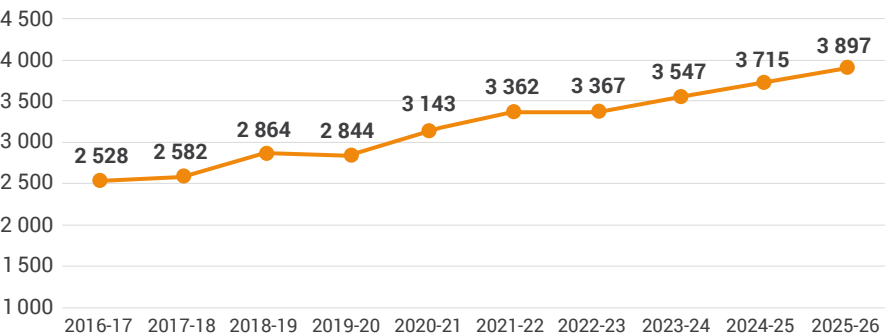
Une stabilité observée dans le pays de Brest

Les effectifs étudiants se maintiennent dans le pays de Brest (+15 inscrits) par rapport à la rentrée précédente. Les dynamiques observées à l'UBO permettent de compenser un retrait des inscriptions enregistré dans certains établissements, particulièrement au sein d'écoles privées proposant des formations tertiaires en apprentissage (ex. : Skilzh, Pôle BTS, Arep 29). À l'université, la hausse est portée essentiellement par le cursus licence et par les disciplines droit et sciences économiques, sciences et techniques, ainsi que santé. Côté grandes écoles et lycées, le volume d'inscriptions se maintient.

Des étudiants internationaux plus nombreux, mais un recul de l'alternance

Conformément à la tendance nationale, les effectifs internationaux restent un moteur de croissance, avec plus de 180 inscrits supplémentaires à l'UBO et dans les grandes écoles (+4,9 %). Ils représentent désormais 13 % des effectifs totaux, avec 120 nationalités différentes. Le Maroc et l'Algérie restent les provenances géographiques principales, devant le Cameroun. Pour la 2^e année consécutive, le nombre d'alternants est en recul (-403 inscrits, soit -9,6 %). Les conséquences dans certaines écoles sont très prononcées, pouvant atteindre une division par deux des effectifs. Ce mouvement résulte à la fois d'une baisse des aides de l'État, d'un contexte de ralentissement économique et d'une concurrence accrue entre établissements de formation positionnés sur une typologie d'offres similaires. Deux établissements brestois, Brest Open Campus et Pôle BTS, ont été placés en redressement judiciaire fin 2025, avant d'être repris en 2026 par Actual Group.

Figure 2 – Évolution des effectifs étudiants internationaux dans le pays de Brest



Source : OESR du pays de Brest

Effectifs étudiants 2025/2026 dans le pays de Brest

Établissement	Effectifs étudiants
Université de Bretagne Occidentale (UBO)	18 798
Grandes écoles dont	4 628
Ensta	963
IMT Atlantique Bretagne - Pays de la Loire	858
Enib Bretagne INP	787
Isen Ouest	695
Brest Business School	543
CESI	381
École navale	297
Esiab Bretagne INP *	104
École européenne supérieure d'art de Bretagne (Eesab)	180
Lycées	3 214
Institut de formation des professionnels de santé (IFPS) du CHU de Brest	753
École de maistrance	728
CCI Finistère	391
Institut régional de formation sanitaire et sociale Bretagne - Site de Brest	364
Brest Open Campus	296
Institut pour le travail éducatif et social (Ites)	281
Escam	269
Skilzh	211
Médical Brest	192
Université catholique de l'Ouest (UCO) Brest	165
Pôle formation UIMM Bretagne	160
Maisons familiales rurales et centres de formation d'apprentis agricoles	155
Pôle BTS	101
Institut supérieur de formation de l'enseignement catholique (Isfec)	97
Greta Bretagne	70
Cours Galien	69
Institut supérieur du transport et de la logistique internationale (Isteli)	30
Divers (autres établissements accueillant moins de 30 inscrits)	89
Effectifs étudiants totaux sans double compte**	30 592
dont effectifs dans la métropole brestoise	29 764

Source : OESR du pays de Brest, effectifs y compris doctorants

* Effectifs par ailleurs intégrés dans ceux de l'UBO.

** Total sans double compte, c'est-à-dire que les étudiants sont comptabilisés une seule fois en cas d'inscriptions multiples.

Note méthodologique : les effectifs présentés dans le tableau sont inscrits dans des formations dispensées en présentiel. Certains établissements peuvent avoir en complément une offre d'enseignement à distance ou en format hybride (e-learning et cours en présentiel). C'est notamment le cas de Brest Business School, qui au-delà des 543 étudiant-es mentionnés ci-dessus, compte près de 600 inscrits supplémentaires en France et en Asie.

Une offre diversifiée de sections de techniciens supérieurs

Les sections de techniciens supérieurs (STS) qui préparent au diplôme du brevet de technicien supérieur (BTS) représentent la filière la plus courte de l'enseignement supérieur et la plus professionnalisante. C'est aussi celle qui se caractérise par son grand degré d'ouverture sociale grâce à une offre diffuse dans les territoires et à un recrutement diversifié, tant auprès des bacheliers et bacheliers professionnels que technologiques et généraux. À l'échelle nationale, le tiers des nouveaux entrants en première année de STS en 2025-2026 sont ainsi des bacheliers professionnels et 30 % des bacheliers technologiques¹.

Dans le pays de Brest, l'offre se compose de 100 STS réparties au sein de 26 établissements situés dans 8 communes : Brest, Guipavas, Gouesnou, Lesneven, Landerneau, Hanvec, Le Faou et Châteaulin. À la rentrée 2025, plus de 2 800 étudiantes et étudiants préparent un BTS.

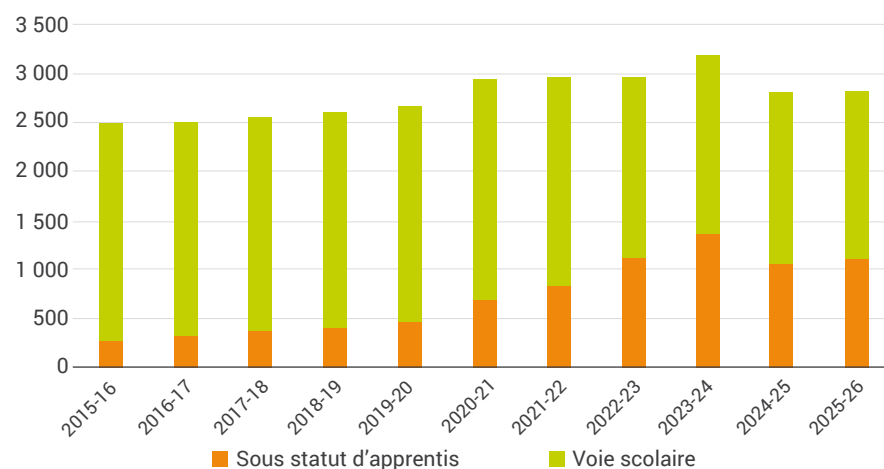
1. Source : MESRE-SIES.

Une pratique historique de l'alternance

Les effectifs en STS ont progressé jusqu'en 2023/2024, atteignant alors 3 200 inscrits. Depuis deux années, un tassement est observé du fait de la décélération des effectifs en apprentissage.

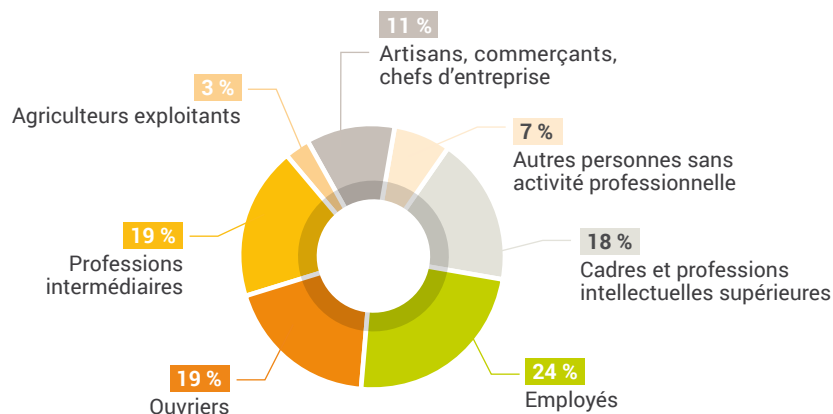
39 % des étudiant-es préparant un BTS sont en alternance, contre 42 % deux ans plus tôt. C'est une filière qui historiquement offre la possibilité d'alterner cours et périodes en entreprises. La pratique est par exemple proposée depuis de nombreuses années par le pôle formation UIMM Bretagne pour divers BTS dans la filière industrielle ou par l'Ifac/Campus des métiers.

Figure 3 – Évolution des effectifs inscrits en STS dans les établissements du pays de Brest



Source : MESRE, OESR du pays de Brest

Figure 4 – Répartition des inscrits en STS dans les lycées du pays de Brest selon le groupe socio-professionnel des parents

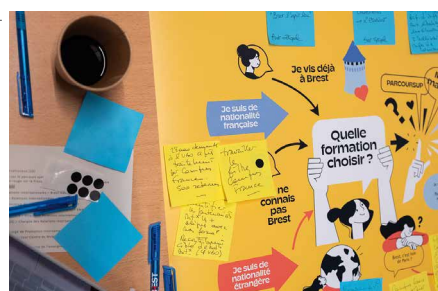


Source : Rectorat, constat de rentrée 2025 dans les lycées, champ ministère de l'éducation nationale, maritime et naval, public et privé sous contrat, élèves de tous statuts – traitement Adeupa. Groupe socio-professionnel du premier responsable de l'étudiant.

2 824 étudiants en STS en 2025-26

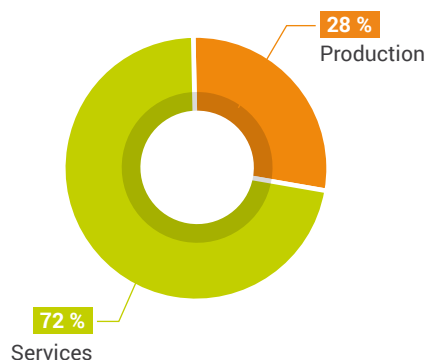
39 % en alternance

Crédit : Sébastien Durand - Brest métropole



Atelier sur la stratégie marketing étudiant de Brest métropole

Figure 5 – Répartition des inscrits en STS dans le pays de Brest à la rentrée 2025 suivant la filière



Source : OESR du pays de Brest

Une filière tertiaire dominante

7 inscrits sur 10 en STS dans le pays de Brest à la rentrée 2025 préparent un diplôme relevant de la filière des services, au premier rang desquels les BTS *Négociation et digitalisation de la relation client*, *Gestion de la PME*, *Management commercial opérationnel*, *Communication et tourisme*. 60 % d'entre eux sont inscrits dans le privé (lycées, établissements d'enseignement agricole, offre consulaire et divers établissements). Cette part a progressé dans les dix dernières années jusqu'à atteindre 66 % en 2023/2024, du fait de l'arrivée de plusieurs acteurs privés dans la métropole brestoise (ex. : Skilzh, Pôle BTS, Aftec). Cette tendance tend à s'inverser avec le ralentissement de l'alternance.

Une capacité à former pour la filière défense

Le ministère des Armées recrute chaque année plusieurs milliers de personnes en France. Face au contexte géopolitique et afin de répondre aux ambitions de la loi de programmation militaire, les cibles ont tendance à progresser. En 2025, l'objectif était par exemple de recruter 27 500 personnes², toutes armées confondues, et d'enrichir les effectifs de 700 équivalents temps plein supplémentaires.

Pour ce faire, l'Armée doit attirer, mais aussi former toujours plus. La pointe bretonne contribue activement à la formation des futures engagées, ainsi qu'à celle des salariés de l'industrie de défense.

Le territoire accueille ainsi plusieurs établissements d'enseignement relevant du ministère des Armées. D'autres écoles et organismes proposent aussi des cursus spécialisés dans la défense ou qui revêtent, a minima, un caractère dual civil et militaire. Ils soutiennent aussi la filière sur des activités connexes (sciences humaines, droit et sciences économiques) au regard de la grande diversité de métiers présents au sein de la Marine nationale.

2. Projet de loi de finances 2025 - LPM année 2 (2025).

Des écoles militaires au plus près des besoins de la Marine nationale

La métropole brestoise héberge une grande partie des formations françaises orientées vers les filières de la défense. Le Centre d'instruction naval (CIN), situé à Brest, coordonne la formation de futurs militaires au sein de trois entités : le lycée naval, l'École des mousses et l'École de Maistrance. Il y accompagne chaque année environ 1 300 élèves.

Le lycée naval à Brest fait partie des six lycées de la défense qui couvrent le territoire national. Il dispense les formations du secondaire au post-bac. Les classes préparatoires scientifiques offrent une préparation spécifique aux grandes écoles militaires d'officiers et d'ingénieurs comme l'École navale ou l'Ensta, qui font également partie du paysage local. Un cursus « ProMarineSup » est également proposé, en partenariat avec le lycée Vauban de Brest (cf. encadré).

L'École des mousses accompagne chaque année environ 250 jeunes de 16 à 18 ans sur une durée de dix mois vers des métiers embarqués ou à terre (matelot, mécanicien, fusilier marin, marin-pompier, etc.). Ils peuvent par la suite décrocher un contrat de 2 à 4 ans comme quartier-maître.



Lycée naval à Brest

Crédit : Adeupa

L'école de Maistrance accueille quant à elle des publics de 17 à 30 ans de niveau bac, voire bac+2. Les recrues se forment pendant cinq mois sur les fondamentaux militaires et maritimes avant d'approfondir leur parcours durant 4 à 12 mois vers les métiers d'officier de la Marine nationale. Ces derniers sont répartis en 48 spécialités et domaines, tels que l'énergie et la propulsion, les systèmes d'information et de communication ou les opérations navales. Cette formation peut conduire les élèves maistranciers à s'engager pendant dix ans dans la Marine nationale.

Située quant à elle à Lanvéoc, l'École navale forme les officiers de carrière. Recrutés à la sortie des classes préparatoires aux grandes écoles, les officiers-élèves suivent un cursus d'ingénieur et une formation militaire et opérationnelle. En dernière année, la mise en pratique s'organise notamment via un embarquement de quatre mois.

Des formations d'ingénieurs aux applications duales

L'École nationale supérieure de techniques avancées (Ensta), implantée à Brest et Palaiseau, se distingue par son statut civil. Mais l'établissement est sous tutelle du ministère des Armées et elle est exercée par la direction générale de l'armement (DGA). L'Ensta intègre d'ailleurs des ingénieurs des études et techniques de l'armement (IETA), placés sous statut militaire et rémunérés par la DGA. Ces profils regroupent environ 10 % des étudiants sur le site de Brest. Les parcours proposés orientent vers les domaines d'expertise des armées et des industriels de la défense (Thales, ArianeGroup, Naval Group, etc.).

Par ailleurs, l'école offre une large gamme de formations ayant vocation à déboucher sur des métiers du domaine militaire comme des cycles d'ingénieur en systèmes embarqués ou en conception mécanique et un cycle généraliste comprenant des voies de spécialisation en hydrographie et océanographie ou en systèmes pyrotechniques et propulsion. Les masters spécialisés conduisent également aux filières de la dronisation maritime, du spatial ou de l'intelligence artificielle dont les activités sont éminemment duales. Depuis 2026, l'Ensta et l'ISAE-Supaero proposent un cycle ingénieur défense et sécurité sur ses campus de Brest, Paris-Saclay et Toulouse, adossé aux domaines d'application en ingénierie de pointe. Il ouvre des perspectives sur les métiers d'ingénieur civil et militaire en conception des systèmes complexes, expert technique, etc.

À l'IMT Atlantique, le cycle d'ingénieur généraliste dirige, selon les voies d'approfondissement choisies en 2^e et 3^e années, plus ou moins vers les besoins de l'armée. Le campus de Brest délivre ainsi des spécialisations en observation et perception de l'environnement ; science de la donnée ; développement logiciel ; réalité virtuelle et systèmes interactifs ; numérique ; architecture et réseaux ; systèmes embarqués qui débouchent sur les métiers du spatial, de la dronisation et de la cybersécurité.

L'école délivre aussi un diplôme d'ingénieur spécialisé en informatique, réseaux, télécommunications. Cette formation conduit un certain nombre d'étudiants vers le milieu de la défense, notamment dans les domaines de l'informatique dont la cybersécurité.

L'école est aussi connectée à la défense, au travers des partenariats de recherche. Depuis 2014, la chaire cyberdéfense des systèmes navals associe l'IMTA, l'école navale, l'Ensta, ainsi que les industriels Naval Group et Thales sur des travaux de recherche autour de la thématique de la protection des systèmes embarqués à bord des navires.

L'Isen Ouest et l'Enib, deux autres écoles d'ingénieurs du paysage brestois, proposent aussi des formations imbriquées dans les domaines de compétences de la défense, même si leurs liens avec la Marine nationale sont moins directs. L'Isen Ouest dispose par exemple de spécialisations de son cycle ingénieur autour des technologies marines et de la dronisation, des systèmes embarqués ou de la cybersécurité, utiles pour les cas d'usage militaires.

Des cursus universitaires d'intérêt pour la filière défense

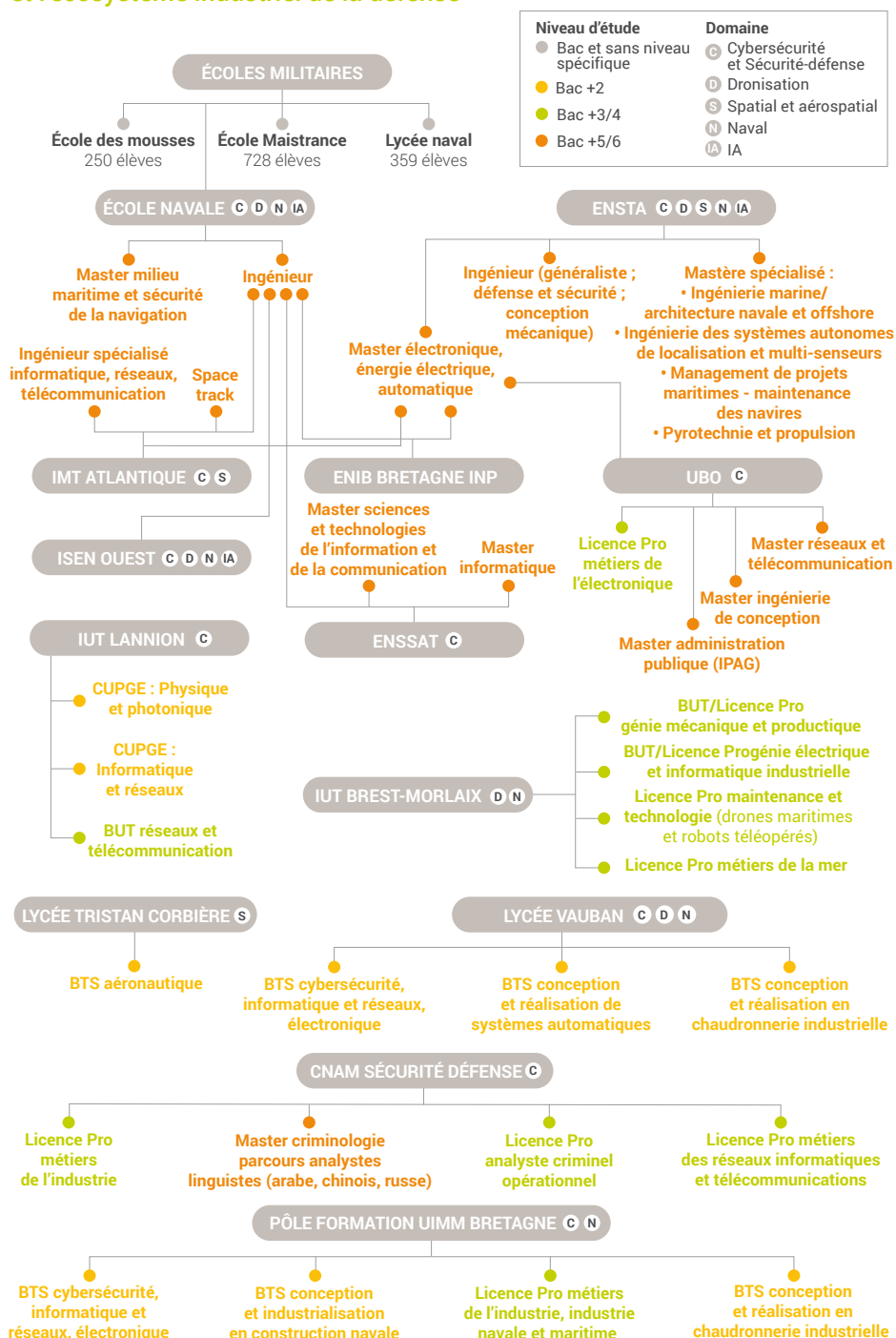
Au sein de l'UBO, l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG) délivre un master administration publique dont plusieurs voies de spécialisations (« sûreté, sécurité », « diplomatie et relations internationales », « gouvernance, état, territoires ») ouvrent des perspectives vers des postes de responsabilité dans les administrations. Certaines formations délivrées par l'IUT de Brest ou par la faculté des sciences et techniques offrent également des débouchés dans la filière défense (ex. : bachelor universitaire technologique *génie mécanique et productique*, master *réseaux et télécommunications* ou *ingénierie conception*).

Parmi les autres formations de niveau bac +2, le lycée Tristan Corbière à Morlaix alimente directement les besoins en recrutement de la base aéronautique navale (BAN) de Landivisiau. Le BTS aéronautique forme des techniciennes et techniciens capables de concevoir, assembler et réparer des aéronefs, plus ou moins spécialisés sur la structure ou les systèmes embarqués. En 2022, une convention triennale a été signée entre le lycée, la base aéronavale et la Région Bretagne, visant à mettre en œuvre une option « marine » dans les parcours aéronautiques et à renforcer les partenariats par l'intermédiaire de stages. La formation ouvre des débouchés dans la maintenance d'aéronefs militaires dans les armées, chez leurs nombreux sous-traitants ou dans les entreprises du domaine spatial.

Le pôle formation UIMM Bretagne contribue aussi à former du personnel qualifié, notamment pour répondre aux besoins de l'industrie navale (chaudronnier, soudeur, mécanicien naval, etc.).

Un grand nombre des ces établissements sont réunis au sein du campus breton des métiers et des qualifications des industries de la mer. Il a vocation à développer l'attractivité des filières maritimes et adapter les parcours de formation aux besoins des entreprises.

Figure 6 – Diversité des formations dans l'Ouest breton menant vers les armées et l'écosystème industriel de la défense



LE LYCÉE VAUBAN, PARTENAIRE DE LA MARINE NATIONALE

Depuis 2017, le lycée Vauban développe une offre en correspondance avec le lycée naval. Le BTS conception et réalisation de systèmes automatiques (CRSA) réserve 4 places sur 30 à des étudiant-es souhaitant s'engager dans la Marine nationale.

Plus récemment, le BTS en cybersécurité, informatique et réseaux, électronique a ouvert 24 places sous statut « apprenti militaire », avec un objectif fixé à 48 formés par promotion à l'avenir pour pallier les besoins d'une filière en tension.

Des passerelles existent aussi avec le BTS conception et réalisation en chaudronnerie industrielle (CRCI) dont les étudiants ont réalisé une maquette d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins (SNLE) qu'ils ont pu comparer à l'original. Ces savoir-faire sont particulièrement convoités par la Marine nationale et les industriels de la défense.

Des activités de recherche en soutien aux besoins de la filière défense

Cinq unités de recherche adossées à des établissements locaux de l'enseignement supérieur et de la recherche appuient les besoins des acteurs de la défense, soit au total 500 chercheurs en incluant les doctorants et post-doctorants.

L'Irenav, placé sous la tutelle de l'école navale, poursuit les intérêts stratégiques de la Marine nationale en termes d'acquisition et de traitement des données maritimes, d'efficacité énergétique des navires et de gestion du facteur humain, dans un contexte d'essor des technologies dronisées.

Le Labsticc, figurant parmi les principaux laboratoires français spécialisés en sciences et technologies de l'information et de la communication, est aussi un pilier de la recherche duale. Il couvre de manière transversale les besoins de l'armée, tant sur la conception de nouveaux composants et matériaux que sur le développement de nouvelles technologies (IA, solutions sécurisées, traitement de l'information et de l'image, communications, etc.), dans les sphères sous-marine et spatiale. Le LabISEN, couvre les mêmes compétences.

L'Institut de recherche Dupuy de Lôme (IRDL) est davantage spécialisé sur la conception des navires, l'amélioration de leur autonomie en énergie et leur résistance dans des environnements contraints.

Enfin, le laboratoire d'océanographie physique et spatiale (Lops) est aussi amené à servir les intérêts militaires. Il conduit des campagnes hydrographiques conjointes avec le Shom dans des zones géographiques stratégiques. Sa connaissance des caractéristiques physiques et topographiques des océans vient en soutien de la Marine dans le cadre d'opérations de déminage, de sécurité maritime ou de sauvetage en mer.

Des imbrications naturelles entre sphères civile et militaire

L'expertise de ces unités de recherche couvre de nombreux domaines duaux tels que la conception des navires, des drones et des satellites, leur propulsion et la résistance de leurs matériaux à la fatigue. Ils contribuent également au développement des technologies embarquées (capteurs, radars, moyens de communication, intelligence artificielle), des charges utiles et à la conduite des missions et des cas d'usages applicatifs comme la surveillance des océans contre les pollutions et trafics illicites.

Les laboratoires travaillent de concert avec les industriels afin de faire émerger des solutions adaptées au marché. À partir des années 2000, les collaborations public-privé ont connu une montée en puissance par la création de chaires partenariales et de laboratoires communs adressant plusieurs thématiques : **fatigue des matériaux** (chaire Self-Heating, Labcom Icare, Labcom Gustave Zédé) ; **énergie** (Labcom Thor) ; **sécurité et cybersécurité** (chaire RESOH, chaire Cybersécurité des systèmes navals, chaire Résilience & leadership, chaire IoT) ; **interactions homme-machine** (chaire naiade, Labcom Atol) ; **dronisation maritime** (Gis Cormorant, chaire Transnum, Labcom Seni, Labcom Dual, Labcom Waves).

La dimension numérique est de plus en plus prégnante dans les sujets de recherche. La chaire AI Oceanix, qui implique Naval Group, vise à exploiter la puissance des nouveaux modèles d'intelligence artificielle pour amplifier la connaissance des fonds océaniques.

Figure 7 – Domaines d'expertise des unités de recherche

DOMAINES D'EXPERTISE		IRENAV	IRDL	Lab-STICC	L@bisen	LOPS
						
INGÉNIERIE NAVALE ET SCIENCE DES MATÉRIAUX	Conception et maintenance des navires	●	●			
	Matériaux		●	●		
	Autonomie énergétique et propulsion		●			
	Drone et robotique		●	●	●	
SÉCURITÉ ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION	Cybersécurité	●		●	●	
	Traitement de l'information et de l'image	●		●	●	●
	Intelligence artificielle	●		●	●	●
	Systèmes industriels			●		
DÉVELOPPEMENT DES CHARGES UTILES ET SCIENCE DES COMMUNICATIONS	Communications, signaux et antennes	●		●	●	●
	Réseaux de communication			●	●	
	Capteurs			●		

L'Ensta et l'agence ministérielle pour l'intelligence artificielle de défense (Amiad) ont signé, en février 2026, une convention pour la création d'un laboratoire en robotique et intelligence artificielle de la défense (LARIAD). Il s'inscrit à la croisée des enjeux du développement des technologies dronisées, par l'intégration d'une intelligence artificielle fiable et adaptée aux interactions avec l'humain, et leur sécurisation contre les tentatives de corruption.

Les laboratoires travaillent de concert avec les industriels afin de faire émerger des solutions adaptées au marché.

Des capacités importantes d'expérimentations et d'essais maritimes

Alors que l'espace maritime est de plus en plus couvert par des drones et navires autonomes, Brest se distingue comme une place de premier plan pour l'expérimentation de ces nouvelles technologies maritimes. À terre, l'Ifremer dispose d'infrastructures de pointe, à commencer par son bassin à houle, le plus profond d'Europe. Il permet à des nombreux industriels de mener des études comportementales des structures offshore (éoliennes en mer, câbles sous-marins, etc.). L'Ifremer possède également des caissons hyperbares pour simuler l'environnement sous-marin et ses effets sur la robustesse des matériaux. Le Shom, spécialisé dans l'étalonnage des capteurs embarqués, va agrandir sa cuve par l'intermédiaire de son plan d'investissement d'avenir de 18 M€, lui conférant un degré de précision unique

en France. L'Ensta possède sa plateforme Masmeca qui propose de nombreux moyens d'essais, de mesures, d'observations et de prototypage couvrant une large gamme d'échelles (du microscopique au prototype à l'échelle 1). L'établissement a investi dans un nouveau bassin d'essais offrant des prestations uniques de détection, de localisation et de coordination des drones aériens, de surface et sous-marins.

En rade de Brest, Celadon fournit des services divers (expérimentations, déploiement de drones, obtention d'autorisations) à l'ensemble de l'écosystème pour faciliter les essais. L'Ifremer détient également un accès mer privilégié dans l'anse de Saint-Anne du Portzic où se trouve une plateforme instrumentée au service d'essais pour les énergies marines entre autres. La Marine nationale dispose également de ses propres capacités d'essais, composées de plateformes dronisées, d'outils et moyens de suivi de trajectographie, pilotées par la Direction générale de l'armement techniques navales (DGA-TN) depuis Lanvéoc.

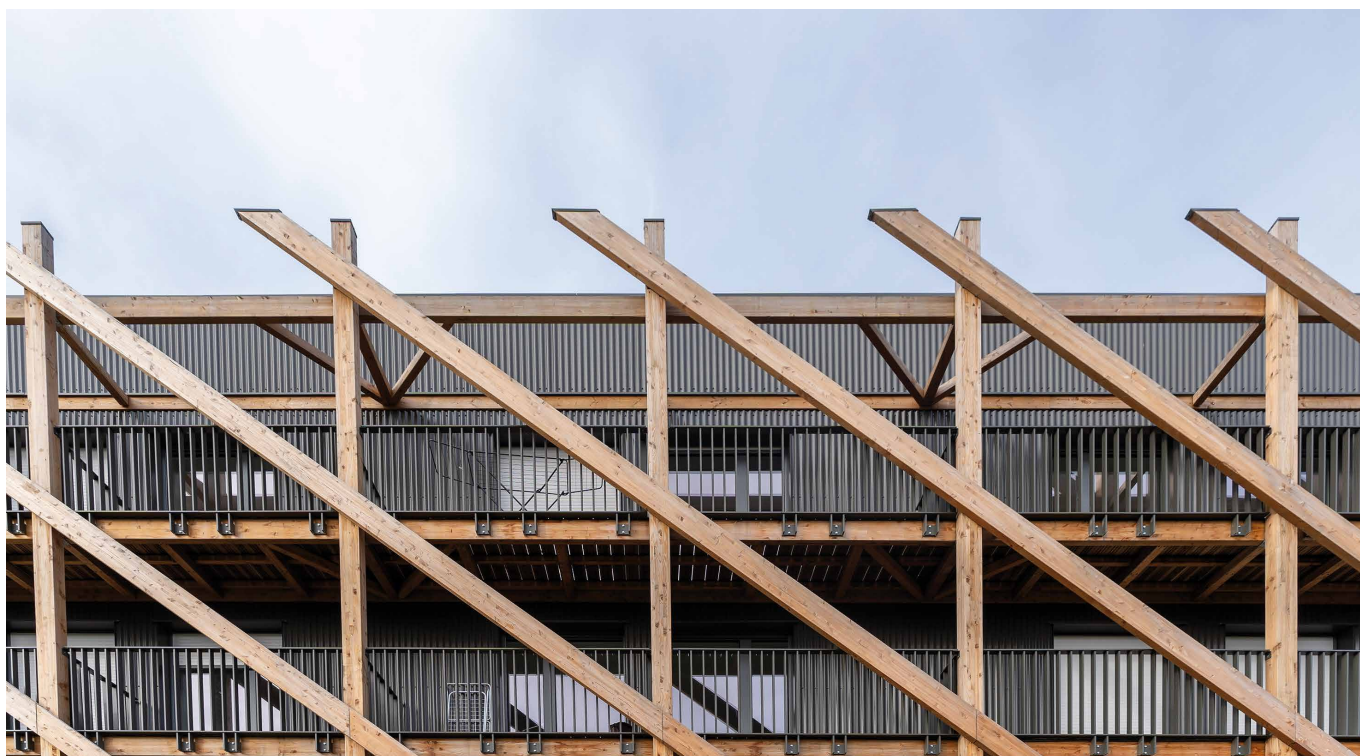
Figure 8 – Brest et sa rade, un site d'exception pour les essais et expérimentations maritimes



LE PÔLE ORION POUR ACCÉLÉRER L'INNOVATION DE DÉFENSE

Créé à Brest en 2019 à l'initiative de la DGA et soutenu par l'agence de l'innovation de défense (AID), le pôle Orion a pour vocation de rapprocher le monde militaire de l'écosystème civil. Il déploie plusieurs actions : détecter les innovations civiles qui pourraient avoir une application militaire (lutte sous-marine, drones, IA, etc.), offrir aux porteurs de projets des liens privilégiés avec la DGA et la Marine nationale, faciliter les expérimentations des projets et fédérer les acteurs publics et privés autour des enjeux de la défense maritime.

Le pôle s'appuie sur cinq partenaires fondateurs majeurs du territoire : la DGA-TN, la Marine nationale, l'école navale, l'Ensta et le Technopôle Brest-Iroise. Il travaille également en étroite collaboration avec le Pôle Mer Bretagne Atlantique.



Crédit : Brest métropole

Nouvelle résidence étudiante Ker Study à Plouzané

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa



Logement étudiant à vocation sociale : état des lieux et perspectives à Brest métropole.
Observatoire de l'habitat,
Note d'analyse n°25



La colocation : une réponse à la crise du logement pour les étudiants ?.
Observatoire de l'habitat,
Note d'analyse n°22

Et ailleurs

• MESR, Note d'information du Sies 26.04, Projections des effectifs d'étudiants de l'enseignement supérieur jusqu'en 2034

LES OBSERVATOIRES | ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Direction de la publication : Yves Cléach | **Réalisation :** Nadine Le Hir, Quentin Delaune
Mise en page : Cubik communication | **Tirage :** 300 exemplaires
Contact : Adeupa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71
contact@adeupa-brest.fr | Dépôt légal : 3^e trimestre 2026
ISSN : 2263-4444 | **Réf :** 26-105 | **Site web :** www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE